

PLACE À NOS QUARTIERS

Paris, 17 janvier 2017

Manifeste en faveur des quartiers

Les habitants et les acteurs de nos quartiers, dans leur diversité, s'engagent constamment, innovent avec force, pour un développement urbain, économique et solidaire des quartiers.

Les besoins sont immenses, à la mesure du potentiel de ces territoires qui font partie de l'avenir de la France. Pour y répondre, les politiques publiques doivent retrouver leur élan et même se dépasser.

1. Etude de l'Institut CSA pour l'ANRU, 2013

Les quartiers sont les grands oubliés de la campagne électorale qui débute. Or, les difficultés auxquelles sont confrontés certains quartiers n'ont jamais été aussi grandes : abandon par les services publics, difficultés à accéder à l'emploi, inégalités scolaires, insécurité croissante. Tout concourt, dans une France qui devient plus vulnérable, à faire de nos quartiers les boucs émissaires de l'échec de notre République, à stigmatiser leurs habitants.

Ne nous trompons pas de débat. Il ne s'agit pas, comme le font certains, de faire le procès du premier programme de rénovation urbaine, initié en 2003, dans un effort sans précédent, poursuivi avec le NPNRU en 2014. Oui, la rénovation urbaine a fait l'objet d'un investissement financier considérable, à hauteur de 42 milliards d'euros. Les organismes Hlm ont pris plus que leur part dans ce financement aux côtés des collectivités locales. Oui, la rénovation urbaine a été indispensable : que seraient devenus ces quartiers si l'on n'avait pas profondément revisité les modes d'habitat et reconfiguré espaces urbains et cadre de vie ? Après ces années d'efforts, nous sommes fiers de constater que 82%¹ des habitants des quartiers rénovés sont satisfaits de leur logement.

Il ne faut évidemment pas s'arrêter là. Les besoins sont immenses et l'État, les Collectivités locales, le Mouvement Hlm et les acteurs concernés, doivent être à la hauteur de cette responsabilité. C'est une question de responsabilité républicaine.

Alors comment faire ? En premier lieu il faut dire, clairement et sans faux-semblants, que l'État ne peut pas se désengager de la question des quartiers et de la rénovation urbaine. C'est une question de cohésion sociale. Le financement du NPNRU, essentiellement assuré par Action Logement, est notoirement insuffisant eu égard aux besoins. Il est de la responsabilité de l'État de faire du financement du NPNRU sa priorité budgétaire. Dans les quartiers, les acteurs doivent offrir aux habitants les mêmes chances de réussite. Nous avons besoin d'un État déterminé et d'un engagement politique à la hauteur des enjeux.

Nous appelons les candidats à l'élection présidentielle à porter ces ambitions : la rénovation urbaine, la réussite éducative, l'accès à l'emploi, la sécurité, la citoyenneté. Une action renforcée au-delà du droit commun est essentielle : nous en appelons à une Loi de programmation pluriannuelle, une condition essentielle au Pacte Républicain.



L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT
Les Hlm, habiter mieux, bien vivre ensemble

En finir avec la ségrégation et la stigmatisation des quartiers

Le renouvellement urbain doit se poursuivre et aller dans un certain nombre de cas jusqu'à la transformation radicale des quartiers les plus déqualifiés et les plus spécialisés, pour donner aux habitants toute leur place dans la ville. Nous proposons que le nombre de démolitions soit doublé et porté à 10 000 par an. Le désenclavement physique de ces quartiers est une condition nécessaire à leur intégration. Le traitement des copropriétés dégradées et de la situation des territoires en décroissance, doit être garanti par des interventions systématiques. Tous les moyens de la mixité urbaine et sociale - renforcement de la mobilité résidentielle, développement de l'accession sociale sécurisée, rééquilibrage social et politiques d'attribution - doivent être mobilisés.

Rétablir l'égalité des chances à l'école comme dans tous les aspects de la vie des enfants

Dans l'avenir des enfants des quartiers se joue l'avenir de la cohésion sociale. Les solutions sont connues : baisse des effectifs dans les classes, mixité scolaire, pédagogies adaptées, développement du périscolaire. Tous les moyens de l'éducation et du périscolaire doivent être mobilisés. À l'école, les effectifs des enseignants doivent être garantis et renforcés autant que nécessaire. Le décrochage scolaire doit être combattu par un accompagnement systématique, en s'appuyant sur les familles et en mobilisant des moyens pédagogiques innovants. La préscolarisation des enfants et le soutien à la parentalité doivent être

développés. C'est tout l'environnement de la vie de l'enfant qui doit être pensé pour permettre l'épanouissement des familles, la réussite éducative et l'accompagnement des jeunes.

Intégrer les habitants et leurs initiatives dans la dynamique économique des agglomérations

Accroître l'activité, former et qualifier, lutter sans concession contre les discriminations, faciliter les reconversions, tout cela est crucial dans nos quartiers. Les initiatives y sont nombreuses, des processus innovants se montent autour de fabriques, de « fab lab », mais leur développement reste insuffisant malgré leur potentiel dans une économie qui se transforme, sous l'effet du numérique, de la transition écologique, du développement de l'économie sociale et solidaire et des nouveaux modes de vie. **Activer un incubateur d'emploi et d'activité par quartier, c'est mettre en plus un outil stratégique dans une société en réseaux**, pour décupler les interactions avec les entrepreneurs, les acteurs publics et privé, la population active, les consommateurs et révéler les jeunes talents. C'est en dépassant l'échelle micro-locale que de nouvelles dynamiques qui se créent seront de vrais leviers.

Sûreté, prévention et justice pour les habitants des quartiers et les personnels

La sûreté et la justice garanties par l'Etat sont des droits, intrinsèquement liés aux libertés fondamentales. Pour les faire respecter, la présence de la police et des magistrats doit être assurée dans les

quartiers. La présence humaine coordonnée de la police nationale et la police municipale ainsi que les dispositifs de médiation sont essentiels. Les maisons du droit et de la justice doivent être généralisées dans les quartiers. La prévention de la délinquance doit retrouver les moyens d'une action déterminante au quotidien. **Des dispositifs de type « OIN de solidarité »** (Opération d'intérêt national) doivent être mis en place pour rétablir l'ensemble des droits à la sécurité, à l'éducation et à l'emploi dans les quelques quartiers qui connaissent une situation d'insécurité aggravée.

Faire vivre la citoyenneté

La lutte contre toutes les formes de discrimination va de pair avec l'affirmation et la pratique de la citoyenneté. La place des femmes doit progresser dans le sens de leur émancipation, à l'encontre des tentations régressives. Face à la crise de la démocratie représentative, locale comme nationale, favoriser la participation des habitants à la gestion et à l'évolution de leur cadre de vie est incontournable. Par le développement de la citoyenneté locale, c'est un premier pas vers la citoyenneté que nous visons. **La création d'un fonds national à l'action citoyenne** est un outil novateur pour affecter les financements indispensables aux initiatives des citoyens qui cherchent à se réapproprier activement notre démocratie.

